

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1657

[2008/201770]

**8 MAI 2008.** — Décret modifiant les articles 4, 33, 40, 42, 50, 85, 116, 127, 136, 150bis, 175 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y insérant un article 136bis (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a notamment pour objet la transposition partielle de la Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, telle que modifiée par la Directive 2003/105/CE du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2003.

**Art. 2.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots "ou un périmètre visé à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "un périmètre visé à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, ou un périmètre visé à l'article 136bis".

Au point 7<sup>o</sup> du même alinéa, les mots "ou un rapport urbanistique et environnemental" sont remplacés par les mots "un rapport urbanistique et environnemental ou un périmètre visé à l'article 136bis".

**Art. 3.** A l'article 33, § 3, du même Code, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le collège communal soumet le rapport urbanistique et environnemental à l'avis de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement soit lorsque la zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté porte sur l'implantation d'un ou plusieurs établissements présentant un risque pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, soit lorsque le rapport porte sur des lieux fréquentés par le public ou sur une ou plusieurs affectations visées à l'article 25, alinéa 2, situés dans une zone vulnérable visée à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, ou, à défaut, autour de tels établissements pour autant qu'ils soient susceptibles d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences. »

**Art. 4.** A l'article 40 du même Code, le point 5<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 5<sup>o</sup> de risque naturel ou de contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers ou le risque sismique, à l'exception des périmètres de zones vulnérables fixés en application de l'article 136bis; ».

**Art. 5.** L'article 42, alinéa 4, du même Code est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement soumet le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi que l'avant-projet de plan pour avis à la Commission régionale et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi qu'à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement soit lorsque l'avant-projet de plan comporte une zone visée à l'article 31, § 2, soit lorsqu'il prévoit des lieux fréquentés par le public ou l'inscription de zones visées à l'article 25, alinéa 2, situés dans une zone vulnérable visée à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, ou, à défaut, autour de tels établissements pour autant qu'ils soient susceptibles d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'étude doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. »

**Art. 6.** A l'alinéa 3 de l'article 42bis du même Code, les mots "à l'article D.71" sont remplacés par les mots "aux articles D.29-5 et D.29-6".

**Art. 7.** L'article 50, § 2, alinéa 2, du même Code est remplacé comme suit :

« Le conseil communal soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de plan pour avis à la commission communale ou, à défaut, à la commission régionale, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter. Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de plan sont soumis à l'avis de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement soit lorsque l'avant-projet de plan comporte une zone destinée à l'implantation d'établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, soit lorsqu'il prévoit des lieux fréquentés par le public ou l'inscription de zones visées à l'article 25, alinéa 2, situés dans une zone vulnérable visée à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, ou, à défaut, autour de tels établissements pour autant qu'ils soient susceptibles d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours. A défaut, ils sont réputés favorables. »

**Art. 8.** A l'article 85, § 1<sup>er</sup>, du même Code, il est ajouté un point 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> des périmètres visés à l'article 136bis. »

**Art. 9.** A l'article 116, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du même Code, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« L'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement est sollicité soit, en l'absence du périmètre visé à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, lorsque la demande de permis porte sur un bien sis à proximité d'une zone visée à l'article 31, § 2, ou à proximité d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, soit lorsque la demande est relative à un tel établissement. »

**Art. 10.** A l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, il est ajouté un point 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> lorsqu'il concerne des actes et travaux dans un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. »

A l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, entre les mots "articles 84" et les mots "et 89", il est inséré les termes ", § 1<sup>er</sup>".

A l'article 127, § 2, alinéa 4, du même Code, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« L'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement est sollicité soit, en l'absence du périmètre visé à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, lorsque la demande de permis porte sur un bien sis à proximité d'une zone visée à l'article 31, § 2, ou à proximité d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, soit lorsque la demande est relative à un tel établissement. »

**Art. 11.** L'article 136 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 136. L'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement lorsque les actes, travaux et permis visés aux articles 84, 89 ou 127 se rapportent à :

1° un nouvel établissement ou la modification d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis notamment de zones visées à l'article 25, alinéa 2, des lieux fréquentés par le public ou d'une réserve naturelle domaniale, d'une réserve naturelle agréée, d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique, d'une zone humide d'intérêt biologique ou d'une réserve ou d'un site Natura 2000, visés par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, tout projet situé dans un périmètre de zones vulnérables visé à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, lorsque sa localisation est susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences;

3° des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers ou le risque sismique;

4° des biens immobiliers situés :

a. dans une réserve naturelle domaniale ou une réserve naturelle agréée, dans une cavité souterraine d'intérêt scientifique, dans une zone humide d'intérêt biologique ou dans une réserve forestière, visée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

b. dans un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Lorsque les actes et travaux pour lesquels un permis est demandé portent sur des biens immobiliers situés dans un site visé au point 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la demande de permis est soumise à l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Lorsque les actes et travaux pour lesquels un permis est demandé portent sur des biens immobiliers situés à proximité d'un site visé au point 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente pour délivrer le permis sollicite, le cas échéant, l'avis de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement lorsque les actes et travaux sont susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du site concerné soit individuellement, soit en conjugaison avec d'autres plans ou projets. Dans ce cas, l'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement.

Le Gouvernement peut dresser la liste des actes et travaux pour lesquels l'avis visé aux alinéas 2 et 3 ne doit pas être sollicité en raison du fait qu'ils ne sont pas susceptibles d'affecter de manière significative les sites visés au point 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup> et les espèces y protégées. »

**Art. 12.** Un article 136bis libellé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 136bis. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les périmètres de zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou des zones exclusivement destinées aux industries qui présentent des risques majeurs pour les personnes, les biens ou l'environnement visées à l'article 31, § 2.

Chaque périmètre comporte des zones vulnérables dont les limites sont fixées sur la base de seuils de risque tolérable.

Le Gouvernement arrête corrélativement les seuils de risque tolérable correspondant aux zones vulnérables. Sur la base d'une concertation dont les formes sont arrêtées, il peut arrêter la liste des actes et travaux interdits ou autorisables avec ou sans conditions dans les périmètres de zones vulnérables. Le cas échéant, l'arrêté déterminant la liste prévoit la possibilité d'y déroger à titre exceptionnel pour autant que les actes et travaux ne soient pas susceptibles d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences.

§ 2. Le Gouvernement arrête le projet de périmètre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> et le soumet, par l'intermédiaire du collège communal, à enquête publique conformément à l'article 4, à l'avis de la commission communale, de la commission régionale, du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours. A défaut, ils sont réputés favorables.

Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet l'ensemble des réclamations, observations, procès-verbaux au Gouvernement et le conseil communal transmet son avis; à défaut, l'avis est réputé favorable.

Dans les soixante jours de la réception de l'envoi visé à l'alinéa précédent, le Gouvernement arrête le périmètre.

L'arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge*. Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, une expédition du périmètre arrêté est adressée au collège communal, au fonctionnaire délégué ainsi qu'à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le public est invité à prendre connaissance du périmètre à la maison communale. Le public est informé suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'arrêté du Gouvernement est transmis à la commission communale, à la commission régionale, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et aux personnes et instances qui ont été consultées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le périmètre arrêté définitivement par le Gouvernement a valeur réglementaire. Il peut impliquer des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction de lotir ou de bâtir.

§ 4. Les dispositions relatives à l'adoption d'un périmètre sont applicables à sa révision.

Le Gouvernement abroge le périmètre lorsque l'établissement autour duquel il a été établi perd sa qualité d'établissement présentant un risque majeur au sens du décret du 11 mars 1999 ou lorsque la zone visée à l'article 31, § 2, est supprimée. Dans ce cas, les alinéas 4 à 6 du § 2 sont applicables. »

**Art. 13.** A l'article 150bis, 6°, premier tiret, du même Code, entre les mots "aux articles" et les termes "168, § 4", sont insérés les termes "136bis".

**Art. 14.** A l'article 175, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, entre les mots "les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et les ports autonomes visés à l'article 21" et les mots ", le périmètre d'un site à réaménager", sont insérés les mots ", le périmètre visé à l'article 136bis".

**Art. 15.** A l'article 181, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, il est ajouté un point 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :  
« 6<sup>o</sup> dans un périmètre visé à l'article 136bis. »

**Art. 16.** Dispositions transitoires.

Lorsque le périmètre de zones vulnérables visé à l'article 136bis, § 1<sup>er</sup>, du même Code n'a pas été arrêté par le Gouvernement, l'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement, compte tenu des seuils de risque tolérable fixés pour les zones vulnérables arrêtées pour des risques de même nature, lorsque les actes, travaux et permis visés aux articles 84, 89 et 127 du Code se rapportent à tout projet situé autour d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou d'une zone visée à l'article 31, § 2, du Code. Dans ce cas, conformément aux articles 116, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, et 127, § 2, alinéa 4, du Code, la demande de permis est soumise à l'avis de la Direction générale des ressources naturelles et de l'Environnement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 8 mai 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon, 751 (2007-2008), n<sup>os</sup> 1 à 7.*

*Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2008.*

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1657

[2008/201770]

**8. MAI 2008 — Dekret zur Abänderung der Artikel 4, 33, 40, 42, 50, 85, 116, 127, 136, 150bis, 175 und 181 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Einfügung eines Artikel 136bis (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret hat insbesondere zum Gegenstand die teilweise Umsetzung der Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen, so wie sie durch die Richtlinie 2003/105/EG des Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2003 abgeändert worden ist.

**Art. 2** - In Artikel 4 Absatz 1 1<sup>o</sup> des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden die Wörter "oder einen in Artikel 127 § 1 Absatz 1 8<sup>o</sup> erwähnten Umkreis", durch die Wörter "einen in Artikel 127 § 1 Absatz 1 8<sup>o</sup> erwähnten Umkreis oder einen in Artikel 136bis erwähnten Umkreis" ersetzt.

In Punkt 7<sup>o</sup> desselben Absatz werden die Wörter "oder einen Städtebau- und Umweltbericht" durch die Wörter "einen Städtebau- und Umweltbericht oder einen in Artikel 136bis erwähnten Umkreis" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 33 § 3 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Das Gemeindekollegium unterbreitet den Städtebau- und Umweltbericht der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung, entweder wenn das Gebiet oder der Teil von Gebiet mit konzertierter Erschließung die Niederlassung von einem oder mehreren Betrieben betrifft, die mit Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden sind, oder wenn der Bericht Örtlichkeiten mit Publikumsverkehr bzw. eine oder mehrere Zweckverwendungen im Sinne von Artikel 25 Absatz 2 betrifft, die in einem in Artikel 136bis § 1 erwähnten gefährdeten Gebiet oder mangels dessen, in der Nähe solcher Betriebe gelegen sind, sofern sie das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern können.»

**Art. 4** - In Artikel 40 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 5° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«5° Umkreis mit solchen natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen wie Hochwasser, Fall einer Felswand, Erdbeben, Karsterscheinung, Setzung des Bodens, seismische Gefahr, mit Ausnahme der in Anwendung von Artikel 136*bis* festgesetzten Umkreise von gefährdeten Gebieten;»

**Art. 5** - Artikel 42 Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Die Regierung unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Vorentwurf zum Plan dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, zur Begutachtung, sowie ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, entweder wenn der Vorentwurf zum Plan ein in Artikel 31 § 2 erwähntes Gebiet umfasst, oder wenn er Örtlichkeiten mit Publikumsverkehr bzw. die Eintragung von in Artikel 25 Absatz 2 erwähnten Gebieten vorsieht, die in einem in Artikel 136*bis* § 1 erwähnten gefährdeten Gebiet oder mangels dessen, in der Nähe solcher Betriebe gelegen sind, sofern sie das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern können.

Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt.»

**Art. 6** - In Absatz 3 von Artikel 42 bis desselben Gesetzbuches werden die Wörter "gemäß Artikel D.71" durch die Wörter "gemäß Artikel D.29-5 und D.29-6" ersetzt.

**Art. 7** - Artikel 50 § 2 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Der Gemeinderat unterwirft den Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts sowie den Vorentwurf zum Plan dem Kommunalausschuss oder, mangels dessen dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und den Personen und Organen, die zu konsultieren er als notwendig erachtet, zur Begutachtung. Der Entwurf zum Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts sowie der Vorentwurf zum Plan werden der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung unterbreitet, entweder wenn der Vorentwurf zum Plan ein Gebiet umfasst, das für die Niederlassung von Betrieben bestimmt ist, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden sind, oder wenn er Örtlichkeiten mit Publikumsverkehr bzw. die Eintragung von in Artikel 25 Absatz 2 erwähnten Gebieten vorsieht, die in einem in Artikel 136*bis* § 1 erwähnten gefährdeten Gebiet oder mangels dessen, in der Nähe solcher Betriebe gelegen sind, sofern sie das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern können. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die im Bericht enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen übermittelt. Mangels dessen werden sie als günstig gewertet.»

**Art. 8** - In Artikel 85 § 1 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«4° die in Artikel 136*bis* erwähnten Umkreise.»

**Art. 9** - In Artikel 116 § 1 Absatz 2 2° desselben Gesetzbuches wird der zweite Satz wie folgt ersetzt:

«Das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wird beantragt, entweder wenn der in Artikel 136*bis*, § 1 erwähnte Umkreis nicht besteht, wenn der Genehmigungsantrag ein Gut betrifft, das in der Nähe eines in Artikel 31 § 2 erwähnten Gebiets oder in der Nähe eines Betriebs, der mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, gelegen ist, oder wenn der Antrag einen solchen Betrieb betrifft.»

**Art. 10** - In Artikel 127 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«10° wenn sie Handlungen und Arbeiten in einem in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenen oder festgelegten Natura 2000-Gebiet betrifft.»

In Artikel 127 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut ", § 1," zwischen die Wörter "Artikel 84" und "und 89" eingefügt.

In Artikel 127 § 2 Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird der zweite Satz wie folgt ersetzt:

«Das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wird beantragt, entweder wenn der in Artikel 136*bis* § 1 erwähnte Umkreis nicht besteht, wenn der Genehmigungsantrag ein Gut betrifft, das in der Nähe eines in Artikel 31 § 2 erwähnten Gebiets oder in der Nähe eines Betriebs, der mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, gelegen ist, oder wenn der Antrag einen solchen Betrieb betrifft.»

**Art. 11** - Artikel 136 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 136 - Die Ausführung der Handlungen und Arbeiten kann entweder verboten oder Sonderbedingungen zum Schutz der Personen, Güter oder der Umwelt unterworfen werden, wenn die in den Artikeln 84, 89 oder 127 erwähnten Handlungen, Arbeiten und Genehmigungen das Folgende betreffen:

1° einen neuen Betrieb oder die Änderung eines bereits bestehenden Betriebs, der mit einem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, eine angemessene Entfernung insbesondere von den in Artikel 25 Absatz 2 erwähnten Gebieten, den Örtlichkeiten mit Publikumsverkehr oder von einem domanialen Naturschutzgebiet, einem zugelassenen Naturschutzgebiet, einem unterirdischen Hohlraum von wissenschaftlichem Interesse, einem biologisch wertvollen Feuchtgebiet oder einem Schutzgebiet oder einem Natura 2000 Gebiet im Sinne vom Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu erhalten;

2° Unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, eine angemessene Entfernung von einem bereits bestehenden Betrieb, der mit dem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, zu erhalten, jedes Projekt, das in einem in Artikel 136*bis*, § 1 erwähnten Umkreis von gefährdeten Gebieten gelegen ist, wenn seine Lage das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern könnte;

3° Immobiliengüter, die solchen natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen wie Hochwasser in den Gebieten mit Überschwemmungsgefahr im Sinne von Artikel D.53 des Wassergesetzbuches, Fallen einer Felswand, Erdbeben, Karsterscheinung, Setzung des Bodens oder seismische Gefahr ausgesetzt sind;

4° Immobiliengüter, die in einem der folgenden Gebiete gelegen sind:

a. in einem domanialen Naturschutzgebiet oder einem zugelassenen Naturschutzgebiet, in einem unterirdischen Hohlraum von wissenschaftlichem Interesse, einem Feuchtgebiet von biologischem Interesse oder einem Forstschutzgebiet im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

b. in einem in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenen oder festgelegten Natura 2000-Gebiet.

Wenn die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung beantragt wird, Immobiliengüter betreffen, die in einem in Punkt 4° von Absatz 1 erwähnten Gebiet gelegen sind, ist der Genehmigungsantrag dem Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unterworfen.

Wenn die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung beantragt wird, Immobiliengüter betreffen, die in der Nähe eines in Punkt 4° von Absatz 1 erwähnten Gebiets gelegen sind, beantragt die für die Erteilung der Genehmigung zuständige Behörde ggf. das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn die Handlungen und Arbeiten einzeln oder in Zusammenwirkung mit anderen Plänen oder Projekten die Integrität des betroffenen Gebiets gefährden könnten. In diesem Fall kann die Ausführung der Handlungen und Arbeiten entweder untersagt oder Sonderbedingungen zum Schutz der Personen, der Güter oder der Umwelt unterworfen werden.

Die Regierung kann die Liste der Handlungen und Arbeiten aufstellen, für welche das in den Absätzen 2 und 3 erwähnte Gutachten nicht zu beantragen ist, weil sie die in Punkt 4° von Absatz 1 erwähnten Gebiete und die dort geschützten Arten nicht bedeutend gefährden können.»

**Art. 12** - Es wird ein Artikel 136*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 136*bis* - § 1 - Die Regierung erläßt die Umkreise von gefährdeten Gebieten, die in der Nähe der Betriebe, die mit dem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden sind, oder der in Artikel 31 § 2 erwähnten, ausschließlich für Industrien mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt bestimmten Gebiete abgegrenzt werden.

Jeder Umkreis umfasst gefährdete Gebiete, deren Abgrenzungen auf der Grundlage von Schwellenwerten für das tolerierbare Risiko festgesetzt werden.

Die Regierung erläßt gleichzeitig die den gefährdeten Gebieten entsprechenden Schwellenwerte für das tolerierbare Risiko. Auf der Grundlage einer Konzertierung, deren Formen erlassen werden, kann sie die Liste der Handlungen und Arbeiten, die in den Umkreisen von gefährdeten Gebieten untersagt werden oder mit oder ohne Bedingungen genehmigt werden können, festsetzen. Ggf. wird im Erlass zur Aufstellung der Liste vorgesehen, dass von dieser Liste ausnahmsweise abgewichen werden kann, sofern die Handlungen und Arbeiten das Risiko eines schweren Unfalls nicht vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls nicht verschlimmern können.

§ 2 - Die Regierung erläßt den Entwurf des in § 1 erwähnten Umkreises und unterwirft ihn durch Vermittlung des Gemeinderates einer öffentlichen Untersuchung gemäß Artikel 4 dem Gutachten des Kommunalausschusses, des Regionalausschusses, des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Personen und Organe, die zu konsultieren sie als notwendig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen übermittelt. Mangels dessen werden sie als günstig gewertet.

Innerhalb fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Gemeindegremium der Regierung die gesamten Beschwerden, Bemerkungen und Protokolle und der Gemeinderat übermittelt sein Gutachten; ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der im vorigen Absatz erwähnten Sendung erläßt die Regierung den Umkreis.

Der Erlass der Regierung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wird dem Gemeindegremium, dem beauftragten Beamten sowie der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eine Ausfertigung des erlassenen Umkreises zugestellt.

Die Öffentlichkeit wird ersucht, im Gemeindehaus Kenntnis vom Umkreis zu nehmen. Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten informiert.

Der Erlass wird dem Kommunalausschuss, dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und den in Anwendung von Absatz 1 zu Rate gezogenen Personen und Organen übermittelt.

§ 3 - Der von der Regierung endgültig erlassene Umkreis hat verbindende Kraft. Er kann bestimmte Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts zur Folge haben, einschließlich des Erschließungs- oder Bauverbotes.

§ 4 - Die für die Annahme eines Umkreises geltenden Bestimmungen sind auch für seine Revision anwendbar.

Die Regierung setzt den Umkreis außer Kraft, wenn der Betrieb, in dessen Nähe er festgelegt wurde, seine Eigenschaft als Betrieb, mit welcher die Gefahr eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 verbunden ist, verliert, oder wenn das in Artikel 31 § 2 erwähnte Gebiet abgeschafft wird. In diesem Fall finden die Absätze 4 bis 6 des Paragraphen 2 Anwendung.»

**Art. 13** - In Artikel 150*bis*, 6°, erster Strich desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "in den Artikeln" und den Wortlaut "168 § 4" der Wortlaut "136*bis*," eingefügt.

**Art. 14** - In Artikel 175 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden zwischen die Wörter "in den in Artikel 21 erwähnten Gebieten der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen" und "in dem Gebiet eines neuzugestaltenden Geländes," die Wörter "in dem in Artikel 136*bis* erwähnten Umkreis" eingefügt.

**Art. 15** - In Artikel 181 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«6° innerhalb eines in Artikel 136*bis* erwähnten Umkreises.»

**Art. 16 -** Übergangsbestimmungen.

Wenn der in Artikel 136*bis*, § 1 desselben Gesetzbuches erwähnte Umkreis von gefährdeten Gebieten nicht durch die Regierung erlassen worden ist, kann die Ausführung von Handlungen und Arbeiten dort entweder untersagt oder Sonderbedingungen zum Schutz der Personen, der Güter und der Umwelt unterworfen werden, unter Berücksichtigung der Schwellenwerte für das tolerierbare Risiko, die für die wegen Risiken gleicher Art festgelegten gefährdeten Gebiete bestimmt worden sind, wenn die in den Artikeln 84, 89 und 127 des Gesetzbuches erwähnten Handlungen, Arbeiten und Genehmigungen jedes Projekt betreffen, das in der Nähe eines Betriebs, der mit einer Gefahr eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, oder eines in Artikel 31 § 2 des Gesetzbuches gelegen ist. In diesem Fall unterliegt der Genehmigungsantrag gemäß den Artikel 116 § 1 Absatz 2<sup>o</sup>, und 127 § 2 Absatz 4 des Gesetzbuches dem Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Mai 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2007-2008.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments 751 (2007-2008), Nrn. 1 bis 7.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2008.*

*Diskussion - Abstimmung.*

—  
VERTALING

—  
**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 2008 — 1657

[2008/201770]

**8 MEI 2008. — Decreet tot wijziging van de artikelen 4, 33, 40, 42, 50, 85, 116, 127, 136, 150*bis*, 175 en 181 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot invoeging van een artikel 136*bis* (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet strekt er onder meer toe Richtlijn 96/82/EG van de Raad van 9 december 1996 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2003/105/EG van het Parlement en de Raad van 16 december 2003 gedeeltelijk om te zetten.

**Art. 2.** In artikel 4, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "of een omtrek zoals bedoeld in artikel 127, § 1, lid 1, 8<sup>o</sup>," vervangen door de woorden "of een omtrek zoals bedoeld in artikel 127, § 1, lid 1, 8<sup>o</sup>, of een omtrek zoals bedoeld in artikel 136*bis*".

In punt 7<sup>o</sup> van hetzelfde lid worden de woorden "of een stedenbouwkundig en leefmilieuvverslag" vervangen door de woorden ", een stedenbouwkundig en leefmilieuvverslag of een omtrek zoals bedoeld in artikel 136*bis*".

**Art. 3.** In artikel 33, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Het gemeentecollege legt het stedenbouwkundig en leefmilieuvverslag ter advies voor aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ofwel indien het gebied of een deel van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is betrekking heeft op de vestiging van één of verschillende inrichtingen die een risico vormen voor personen, goederen of het leefmilieu in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ofwel indien het verslag betrekking heeft op plaatsen die door het publiek worden bezocht of op één of meerdere bestemmingen zoals bedoeld in artikel 25, lid 2, gelegen in een kwetsbaar gebied zoals bedoeld in artikel 136*bis*, § 1, of, zo niet, rondom dergelijke inrichtingen voor zover ze het risico zouden kunnen verhogen op zware ongevallen of er de gevolgen van zouden kunnen verergeren. »

**Art. 4.** In artikel 40 van hetzelfde Wetboek wordt punt 5° vervangen door volgende tekst :

« 5° de oppervlakten met een natuurgevaar of een belangrijke geotechnische druk zoals overstromingen, afschuiving van een rotswand, aardverschuiving, karstverzakking, mijnverzakking of aardbevingsgevaar, met uitzondering van de omtrekken van kwetsbare gebieden vastgesteld overeenkomstig artikel 136bis; ».

**Art. 5.** Artikel 42, lid 4, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De Regering legt de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek, alsmede het voorontwerp van plan ter advies voor aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", aan de personen en de instanties die zij nodig acht te raadplegen, evenals aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ofwel indien het voorontwerp van plan een gebied inhoudt zoals bedoeld in artikel 31, § 2, ofwel indien dat plan in plaatsen voorziet die door het publiek worden bezocht, of in de opnemings van gebieden zoals bedoeld in artikel 25, lid 2, gelegen in een kwetsbaar gebied zoals bedoeld in artikel 136bis, § 1, of, zo niet, rondom dergelijke inrichtingen voor zover ze het risico zouden kunnen verhogen op zware ongevallen of er de gevolgen van zouden kunnen verergeren.

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het effectenonderzoek dient te bevatten. De adviezen worden binnen de dertig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. »

**Art. 6.** In artikel 42bis, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in artikel D.71" vervangen door de woorden "in de artikelen D.29-5 en D.29-6".

**Art. 7.** Artikel 50, § 2, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De gemeenteraad legt de ontwerp-inhoud van het verslag over de leefmilieu-effecten, alsmede het voorontwerp van plan, ter advies voor aan de gemeentelijke commissie of, zo niet, aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de personen en instanties die hij nodig acht te raadplegen. De ontwerp-inhoud van het verslag over de leefmilieu-effecten, alsmede het voorontwerp van plan, worden ter advies voorgelegd aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ofwel indien het voorontwerp van plan een gebied inhoudt dat bestemd is voor de vestiging van inrichtingen die een hoog risico vormen voor personen, goederen of het leefmilieu in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ofwel indien het voorziet in plaatsen die door het publiek worden bezocht of in de opnemings van gebieden bedoeld in artikel 136bis, § 1, of, zo niet, rondom dergelijke inrichtingen voor zover ze het risico zouden kunnen verhogen op zware ongevallen of er de gevolgen van zouden kunnen verergeren. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die het effectenonderzoek dient te bevatten. De adviezen worden overgemaakt binnen de dertig dagen. Zo niet worden ze gunstig geacht. »

**Art. 8.** In artikel 85, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° de omtrekken bedoeld in artikel 136bis. »

**Art. 9.** In artikel 116, § 1, lid 2, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt de tweede volzin vervangen als volgt :

« Er wordt om het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu verzocht ofwel, bij ontstentenis van de omtrek bedoeld in artikel 136bis, § 1, indien de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een goed gelegen in de nabijheid van een gebied zoals bedoeld in artikel 31, § 2, of in de nabijheid van een inrichting die een hoog risico vormt voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ofwel indien de aanvraag een dergelijke inrichting betreft. »

**Art. 10.** In artikel 127, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken in een Natura 2000-gebied dat voor- of vastgesteld wordt overeenkomstig de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. »

In artikel 127, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "artikelen 84" en de woorden "en 89" de bewoordingen ", § 1," ingevoegd.

In artikel 127, § 2, lid 4, van hetzelfde Wetboek wordt de tweede volzin vervangen als volgt :

« Er wordt om het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu verzocht ofwel, bij ontstentenis van de omtrek bedoeld in artikel 136bis, § 1, indien de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een goed gelegen in de nabijheid van een gebied zoals bedoeld in artikel 31, § 2, of in de nabijheid van een inrichting die een hoog risico vormt voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ofwel indien de aanvraag een dergelijke inrichting betreft. »

**Art. 11.** Artikel 136 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 136. De uitvoering van de handelingen en werken kan ofwel verboden worden ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden ter bescherming van de personen, de goederen of het leefmilieu indien de handelingen, werken en vergunningen zoals bedoeld in de artikelen 84, 89 of 127 betrekking hebben op :

1° een nieuwe inrichting of de wijziging van een bestaande inrichting die een hoog risico vormt op een zwaar ongeval in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, rekening houdend met de noodzaak om een geschikte afstand te bewaren ten opzichte van meer bepaalde gebieden bedoeld in artikel 25, lid 2, de plaatsen die bezocht worden door het publiek of een domaniaal natuurreservaat, een erkend natuurreservaat, een wetenschappelijk waardevolle ondergrondse holte, een biologisch waardevol biologisch gebied of een Natura 2000-gebied, zoals bedoeld bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2° rekening houdend met de noodzaak om een geschikte afstand te bewaren ten opzichte van een bestaande inrichting die een risico vormt op een zwaar ongeval in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, elk ontwerp gelegen in een omtrek van kwetsbare gebieden zoals bedoeld in artikel 136bis, § 1, indien de ligging ervan het risico op een zwaar ongeval zou kunnen verhogen of de gevolgen ervan zou kunnen verergeren;

3° onroerende goederen die blootgesteld worden aan een groot natuurrisico of grote geotechnische druk zoals overstromingen begrepen in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de mijnverzakkingen of het aardbevingsgevaar;

4° onroerende goederen gelegen :

a. in een domaniaal natuurreservaat of een erkend natuurreservaat, in een wetenschappelijk waardevolle ondergrondse holte, in een biologisch waardevol vochtig gebied of in een bosreservaat zoals bedoeld bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

b. in een Natura 2000-gebied dat voor- of vastgesteld wordt overeenkomstig de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Indien de handelingen en werken waarvoor een vergunning wordt aangevraagd betrekking hebben op onroerende goederen gelegen op een locatie zoals bedoeld in punt 4° van lid 1, wordt de vergunningsaanvraag ter advies voorgelegd aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Indien de handelingen en werken waarvoor een vergunning wordt aangevraagd betrekking hebben op onroerende goederen gelegen in de nabijheid van een locatie zoals bedoeld in punt 4° van lid 1, verzoekt de bevoegde overheid om de vergunning te verstrekken in voorkomend geval om het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien de handelingen en werken de integriteit van de betrokken locatie ofwel alleen ofwel in combinatie met andere plannen of ontwerpen zouden kunnen aantasten. In dat geval kan de uitvoering van de handelingen en werken ofwel verboden worden ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden ter bescherming van de personen, de goederen of het leefmilieu.

De Regering kan de lijst opmaken van de handelingen en werken waarvoor het advies bedoeld in leden 2 en 3 niet ingewonnen moet worden daar zij de locaties bedoeld in punt 4° van lid 1 en de daar beschermde soorten niet significant zouden kunnen aantasten. »

**Art. 12.** Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 136*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 136*bis*. § 1. De Regering stelt de omtrekken vast van kwetsbare gebieden die gelegen zijn rondom de inrichtingen die een risico op een zwaar ongeval vormen in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of de gebieden die uitsluitend bestemd zijn voor de nijverheden die hoge risico's vormen voor de personen, de goederen of het leefmilieu zoals bedoeld in artikel 31, § 2.

Elke omtrek houdt kwetsbare gebieden in waarvan de grenzen bepaald zijn op grond van aanvaardbare risicodrempels.

De Regering legt de aanvaardbare risicodrempels vast in correlatie met de kwetsbare gebieden. Op grond van een overleg waarvan de vorm is vastgelegd, kan zij de lijst bepalen van de verboden of al dan niet voorwaardelijk toelaatbare handelingen en werken in de kwetsbare gebieden. In voorkomend geval voorziet het besluit tot bepaling van de lijst in de mogelijkheid om daar uitzonderlijk van af te wijken voor zover de handelingen en werken het risico op een zwaar ongeval niet zouden kunnen verhogen of de gevolgen ervan niet zouden kunnen verergeren.

§ 2. De Regering stelt de ontwerp-omtrek bedoeld in § 1 vast en onderwerpt hem door toedoen van het gemeentecollege aan een openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 4, legt hem ter advies voor aan de gemeentelijke commissie, aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan de personen en instanties die zij nodig acht te raadplegen. De adviezen worden binnen de dertig dagen overgemaakt. Zo niet worden ze gunstig geacht.

Binnen de vijftien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege de gezamenlijke bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal over aan de Regering en de gemeenteraad maakt zijn advies over; zo niet wordt het advies gunstig geacht.

Binnen de zestig dagen na ontvangst van de verzending bedoeld in vorig lid legt de Regering de omtrek vast.

Het regeringsbesluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Binnen de tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* wordt een uitgifte van de vastgelegde omtrek gericht aan het gemeentecollege, aan de gemachtigd ambtenaar en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Het publiek wordt verzocht kennis te nemen van de omtrek op het gemeentehuis. Het publiek wordt voorgelicht volgens de nadere regels bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Het regeringsbesluit wordt overgemaakt aan de gemeentecommissie, aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de personen en instanties die geraadpleegd zijn overeenkomstig lid 1.

§ 3. De definitief door de Regering vastgelegde omtrek geldt als regelgeving. Hij kan eigendomsbeperkingen inhouden, met inbegrip van een verkavelings- of bouwverbod.

§ 4. De bepalingen betreffende de aanneming van een omtrek gelden ook voor de herziening ervan.

De Regering heft de omtrek op wanneer de inrichting waarrond hij is vastgelegd zijn hoedanigheid verliest van inrichting die een hoog risico vormt in de zin van het decreet van 11 maart 1999 of wanneer het gebied bedoeld in artikel 31, § 2, geschrapt wordt. In dat geval gelden de leden 4 tot 6 van § 2. »

**Art. 13.** In artikel 150*bis*, 6°, eerste streepje, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "in de artikelen 84" en de bewoordingen "168, § 4" de bewoordingen "136*bis*," ingevoegd.

**Art. 14.** In artikel 175, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "de domeinen van de spoorweg- of luchthaveninfrastructuur en de autonome havens bedoeld in artikel 21" en de woorden ", de her in te richten site" de woorden ", de omtrek bedoeld in artikel 136*bis*" ingevoegd.

**Art. 15.** In artikel 181, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° in een in artikel 136*bis* bedoelde omtrek. »



**Art. 16.** Overgangsbepalingen.

Indien de omtrek van kwetsbare gebieden zoals bedoeld in artikel 136*bis*, § 1, van hetzelfde Wetboek niet vastgelegd is door de Regering, kan de uitvoering van de handelingen en werken ofwel verboden worden, ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden ter bescherming van de personen, de goederen of het leefmilieu, rekening houdend met de aanvaardbare risicodrempels vastgesteld voor de kwetsbare gebieden bepaald voor gelijkaardige risico's, indien de handelingen, werken en vergunningen zoals bedoeld in de artikelen 84, 89 en 127 van het Wetboek betrekking hebben op elk ontwerp gelegen rondom een inrichting die een risico vormt op een zwaar ongeval in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of een gebied zoals bedoeld in artikel 31, § 2, van het Wetboek. In dit geval wordt de vergunningsaanvraag, overeenkomstig de artikelen 116, § 1, lid 2, 2°, en 127, § 2, lid 4, van het Wetboek ter advies voorgelegd aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement 751 (2007-2008), nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2008.*

Bespreking - Stemmingen.



## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1658

[2008/201769]

### 15 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Affaires intérieures;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, il est inséré un 2<sup>o</sup>*bis*, rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>*bis*. Délégation est donnée au Ministre des Affaires intérieures pour les attributions fixées par les articles L1123-6, L 1123-13 et L2112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et par l'article 20 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., en ce compris l'audition mais à l'exception du prononcé de la sanction disciplinaire.

Dans le cadre de l'instruction des dossiers disciplinaires, le Ministre des Affaires intérieures peut faire appel au Gouverneur territorialement compétent sauf si ce dernier est à l'origine de l'instruction disciplinaire. »